

## **CHAPITRE 4**

### **LA BALANCE DES PAIEMENTS**

Les différentes transactions entre un pays et le reste du monde sont enregistrées dans un bilan appelé «balance des paiements» (BP). La balance des paiements enregistre des flux de biens, de services, de revenus et d'actifs financiers. C'est un document comptable dans lequel sont résumées les transactions économiques entre résidents et non-résidents pour une période donnée, généralement l'année ou le trimestre. Comme tout document comptable, la construction de la BP répond à certaines conventions qui peuvent différer selon les époques et selon les pays

#### ***I - Principes de construction et de lecture d'une balance des paiements***

Les transactions économiques et financières internationales sont nombreuses et diverses. On parle de transactions courantes lorsque ces flux internationaux portent sur les biens, les services et les revenus. Ces flux concernent aussi les transactions en capital et les transactions financières.

Le premier concept central pour élaborer une balance des paiements est celui de résidence. La résidence d'une unité institutionnelle (ménages, sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages - ISBLSM) est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante. C'est donc le lieu où se trouve son centre d'intérêt économique prédominant (cf. domiciliation principale, site de production, etc).

Le critère de résidence des agents économiques ne doit pas être confondu avec le critère de nationalité. Les résidents sont toutes les unités économiques sur le territoire national ayant un centre d'intérêt (succursale, filiale) dans le pays, et ce, quelle que soit leur nationalité. On distingue :

- Les personnes physiques (quelle que soit leur nationalité) ayant leur centre d'intérêt économique prédominant dans le pays, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste dans le pays, qui demeurent des non-résidents ;
- Les fonctionnaires et autres agents publics nationaux en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non-résidents ;

- Les établissements situés dans le pays des personnes morales (quelle que soit leur nationalité), à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés dans le pays, qui exercent une activité économique réelle par des unités de production autonomes quelle que soit leur forme (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont:

- Les personnes physiques étrangères ou nationales qui vivent habituellement à l'étranger à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- Les personnes morales étrangères ou nationales, pour leurs établissements à l'étranger y ayant une activité économique réelle par des unités de production autonomes quelle qu'en soit la forme juridique ;

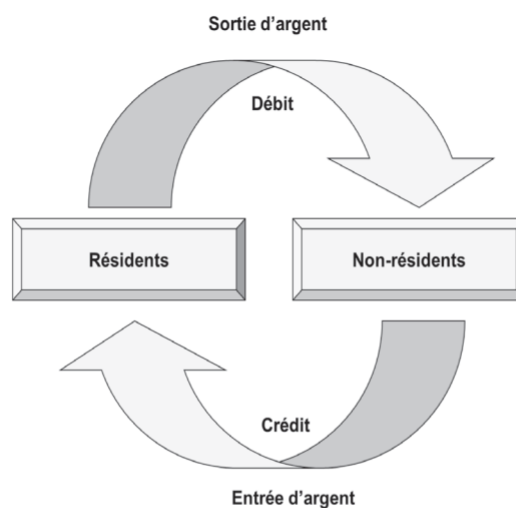


Figure 1

Les « crédits » et les « débits » dans la balance des paiements

Toute opération à l'origine d'une entrée d'argent est inscrite au crédit.  
Toute opération induisant une sortie d'argent du pays est inscrite en débit.

## ***II- Les principaux comptes et soldes de la balance des paiements***

La balance des paiements est composée de trois comptes qui se distinguent par la nature des ressources économiques fournies et reçues : ce sont le compte des transactions courantes (biens et services, revenus primaires, revenus secondaires), le compte de capital et le compte financier.

Ainsi, chaque transaction fait l'objet de deux enregistrements. C'est le système d'enregistrement dit en partie double. La somme des montants portés au crédit est égale à celle des montants inscrits au débit. Par exemple, pour la France, la vente de biens à l'étranger, comme des montures de lunettes, est une exportation. La transaction consiste à fournir des ressources physiques à des non-résidents (ici des lunettes) et à recevoir en échange des ressources financières (ici des euros). Les exportations d'un fabricant de lunettes du Jura pour un montant de 100000 euros se traduiront donc en même temps par une augmentation des actifs financiers pour un montant de 100000 euros : il y a bien deux écritures de sens opposé et de montant égal. Soulignons que l'enregistrement en partie double de chaque transaction (somme des montants portés au crédit = somme des montants inscrits au débit) font qu'une balance des paiements nationale a, en théorie, des comptes en équilibre. Dans la pratique, la somme des montants portés au crédit n'est pas toujours égale à celle des montants inscrits au débit du fait de problèmes d'évaluation que l'on retrouve sous l'expression « erreurs et omissions ». Dans le compte des transactions courantes et le compte de capital, un crédit indique l'inscription d'exportations, de revenus primaires à recevoir, de transferts à recevoir et de cessions d'actifs non financiers non produits. Un débit sert à enregistrer l'inscription d'importations, de revenus primaires à payer, de transferts à payer et l'acquisition d'actifs non financiers non produits. Pour les transactions sur actifs et passifs financiers, on utilise les termes « acquisition nette d'actifs financiers » et « accroissement net de passifs ». Une variation positive indique une augmentation des actifs ou des passifs et une variation négative indique une diminution des actifs ou passifs.

*1- Les trois grands comptes (compte des transactions courantes, compte de capital et compte financier) et leurs soldes*

Les interactions entre résidents et non-résidents concernent des échanges de biens, de services, de revenus primaires, de revenus secondaires, des actifs ou des passifs financiers, des actifs non financiers non produits et des transferts en capital. En prenant en compte la nature des ressources économiques fournies et reçues, la balance des paiements peut être décomposée en différents comptes :

- le compte des biens et services ;
- le compte du revenu primaire ;
- le compte du revenu secondaire ;

- le compte de capital ;
- et le compte financier.

Ces différents comptes sont souvent réduits à trois : le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.

### ➤ **Le compte courant**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre résidents et non-résidents. Les biens et services sont les résultats des processus de production. Les services sont le résultat d'une activité de production qui modifie l'état de l'unité qui les consomme, ou qui facilite l'échange de produits ou d'actifs financiers. En général, les services ne peuvent pas être dissociés de leur production.

Ce compte retrace donc la somme des échanges internationaux de biens (balance des biens) et de services (balance des services). Un solde négatif indique que la valeur des importations est supérieure à celle des exportations. On parle de *balance commerciale*.

Dans le compte courant, on trouve aussi *les revenus des facteurs de production* (revenus primaires) comme les salaires ou les revenus des investissements. Par exemple, les profits d'une entreprise étrangère implantée en France et rapatriés dans le pays d'origine apparaissent comme débit dans les revenus primaires. À l'inverse, le salaire d'un Français allant chaque jour travailler en Suisse ou au Luxembourg apparaîtrait au crédit des revenus primaires.

Enfin, les *revenus secondaires* représentent l'aide internationale et les envois d'argent à l'étranger. Par exemple, l'envoi par un immigré d'argent à sa famille dans son pays d'origine pèse négativement sur le solde des revenus secondaires du pays d'accueil.

### ➤ **Le compte de capital**

Le compte de capital retrace les achats ou ventes d'actifs non financiers, comme les brevets ou les droits d'auteur. Les montants concernés sont généralement faibles. La France en 2022 a vendu plus d'actifs non financiers auprès du reste du monde qu'elle n'en a achetés (10,6 milliards d'euros). La somme des soldes du compte courant et de capital correspond à la

capacité ou au besoin de financement de la nation dans les comptes nationaux. Elle est égale, aux erreurs et omissions près, au solde du compte financier.

### ➤ **Le compte financier**

Le compte financier enregistre les opérations sur actifs ou passifs financiers effectuées entre résidents et non-résidents. Il inclut les investissements directs, investissements de portefeuille (actions, obligations, etc.), ainsi que d'autres types d'investissements (produits financiers dérivés, avoirs de réserve, etc.).

La balance des paiements enregistre des « acquisitions nettes d'actifs financiers » et des « accroissements nets de passifs ». Le terme « net » signifiant que le poste reflète tous les changements dus à des inscriptions de crédit et de débit pendant la période comptable. Une variation positive indique une augmentation des actifs ou des passifs. Une variation négative indique une diminution des actifs ou passifs. Cependant, selon qu'elle portera sur des actifs ou des passifs, l'augmentation ou la diminution sera interprétée comme crédit ou comme débit. Pour un actif, un débit est un accroissement (alors que pour un passif, un débit est une diminution).

Le compte financier décrit le mode de financement des prêts ou emprunts nets aux non-résidents. Le solde global du compte financier traduit donc la capacité (+) ou le besoin (–) de financement d'un pays. La capacité de financement indique qu'une économie finance le reste du monde et le besoin de financement indique qu'une économie est financée par le reste du monde. La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité (excédent) ou le besoin de financement (déficit) de l'économie à l'égard du reste du monde. Elle est, théoriquement, égale au solde net du compte financier. Ainsi, les pays échangent des biens, des services, des revenus et des actifs financiers.

Selon les normes comptables en vigueur, un solde positif du compte financier signifie que le pays est prêteur net au reste du monde. À l'inverse, un solde négatif traduit le fait que le pays est emprunteur net de capitaux.

Par exemple, le solde négatif du compte financier en 2022 indique que la France a connu une sortie nette de capitaux égale à 93,1 milliards d'euros.

Le poste « autres flux financiers » regroupe principalement les crédits commerciaux, les délais de paiement, les prêts bancaires, l'achat et la vente de produits dérivés et la variation des réserves de change (devises ou or détenues par la banque centrale).

### ➤ **Les erreurs et omissions**

Les erreurs et omissions représentent à la fois des erreurs ou arrondis dans la collecte des données ainsi que certains décalages de paiement dans le temps.

Par exemple, le paiement d'un avion est généralement effectué sur plusieurs années alors que la livraison s'effectue une année donnée. Il y a donc, pour chaque année, un décalage entre flux commerciaux et flux financiers qui se retrouve dans le poste « erreurs et omissions ».

La balance des paiements est, par construction, toujours à l'équilibre : la somme des soldes du compte courant et de capital est égale, aux erreurs et omissions près, au solde du compte financier.

Si un pays présente un déficit du compte courant, cela signifie (de façon simplifiée) qu'il a plus importé qu'exporté. Or, les fournisseurs étrangers exigent d'être payés et les importateurs français devront se procurer les devises étrangères nécessaires. L'obtention de ces devises étrangères est, ici, représentée par un solde du compte financier négatif

La balance des paiements résume les transactions d'un pays avec le reste du monde. Les transactions commerciales ont pour contrepartie des transactions financières. Ces flux financiers reflètent les décisions d'épargne et d'investissement des nations.

Document 2 : Principaux comptes et soldes de la balance des paiements

Comptes	Balances intermédiaires		Opérations au crédit		Opérations au débit		Soldes		
1. Compte courant	1.1. Balance commerciale élargie	Balance des biens	Exportations de marchandises et de matières premières (négoce)		Importations de marchandises et de matières premières (négoce)		Solde des biens	Solde des biens et services	Capacités de financement (+) Besoin de financement (-)  Solde de la balance globale
		Balance des services	Exportations de services d'entretien et de réparation, de transports, de voyages, de construction, d'assurance, financiers, de télécommunication, d'informatique et d'information, de R&D, personnels, culturels et relatifs aux loisirs		Importations de services d'entretien et de réparation, de transports, de voyages, de construction, d'assurance, financiers, de télécommunication, d'informatique et d'information, de R&D, personnels, culturels et relatifs aux loisirs		Solde des services		
	1.2. Revenus	Revenus primaires	Rémunérations des salariés, revenus des investissements (directs, de portefeuille, et les autres investissements, avoirs de réserve) versés par un non-résident à un résident   un résident à un non-résident				Soldes des revenus		
		Revenus secondaires (transferts courants)	Transferts de revenus des administrations publiques étrangères vers nationales		nationales vers étrangères				
			Envois de fonds des travailleurs émigrés vers leur pays d'origine		immigrés vers leur pays d'origine				
			Vente d'actifs non financiers non produits (contrats, baux, logos, brevets, marques, etc.), transferts en capital (remise de dettes)		Achat d'actifs non financiers non produits (contrats, baux, logos, brevets, marques, etc.), transferts en capital (remise de dettes)				
2. Compte de capital			Vente d'actifs non financiers non produits (contrats, baux, logos, brevets, marques, etc.), transferts en capital (remise de dettes)		Achat d'actifs non financiers non produits (contrats, baux, logos, brevets, marques, etc.), transferts en capital (remise de dettes)		Solde du compte de capital		
3. Compte financier	3.1. Investissements directs (au moins 10 % du capital d'une firme)	Investissement national à l'étranger	Ventes de titres étrangers par des résidents		Achats de titres étrangers par des résidents		Solde à financer		
		Investissement étranger dans le pays domestique	Ventes de titres nationaux par des résidents		Achats de titres nationaux par des résidents				
	3.2. Investissements de portefeuille (moins de 10 % du capital d'une firme)	Avoirs (Investissement national à l'étranger)	Ventes		Achats				
		Engagements (Investissement étranger dans le pays domestique)	Ventes		Achats				
	3.3. Produits financiers dérivés		Ventes de titres par des résidents à des non-résidents		Achats de titres par des résidents à des non-résidents				
	3.4. Autres investissements		Crédits, délais de paiements, prêts bancaires accordés par un non-résident à un résident		un résident à un non-résident				
	3.5. Avoirs de réserves		Diminution		Augmentation				
4. Erreurs et omissions									

Source : Patrice Cassagnard.



## Exemple de balance de paiements

### Document 4 : Balance des paiements de la France en 2017

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Solde
<b>1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>924 276</b>	<b>937 410</b>	<b>- 13 134</b>
<b>1.1. Biens</b>	<b>490 852</b>	<b>539 027</b>	<b>- 48 175</b>
1.1.1. Marchandises générales	479 453	539 027	- 59 574
1.1.2. Négoce	11 399		11 399
<b>1.2. Services</b>	<b>244 160</b>	<b>217 716</b>	<b>26 444</b>
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7 798	7 582	216
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	7 929	7 367	562
1.2.3. Transports	39 914	41 868	- 1 955
<i>maritimes</i>	12 637	8 278	4 359
<i>aériens</i>	11 230	13 431	- 2 202
<i>autres</i>	16 047	20 159	- 4 112
1.2.4. Voyages	53 714	36 672	17 042
1.2.5. Services de construction	4 919	3 128	1 791
1.2.6. Services d'assurance et de pension	6 952	9 181	- 2 229
1.2.7. Services financiers	10 695	6 024	4 671
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 837	4 607	2 230
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	3 858	1 417	2 441
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 594	13 162	1 432
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16 275	16 447	- 173
1.2.10. Autres services aux entreprises	76 024	72 660	3 365
<i>Services de recherche et développement</i>	11 408	11 536	- 128
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	21 659	21 473	186
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	42 958	39 651	3 307
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 292	3 614	678
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	1 055	12	1 043
<b>1.3. Revenus primaires</b>	<b>161 680</b>	<b>109 202</b>	<b>52 478</b>
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 555	1 327	20 229
1.3.2. Revenus des investissements	132 731	103 964	28 768
<i>Investissements directs</i>	69 346	26 056	43 290
<i>Investissements de portefeuille</i>	46 941	62 112	- 15 171
<i>Autres investissements</i>	15 825	15 795	30
<i>Avoirs de réserve</i>	619	0	619
1.3.3. Autres revenus primaires	7 393	3 912	3 482
<b>1.4. Revenus secondaires</b>	<b>27 584</b>	<b>71 466</b>	<b>- 43 881</b>
1.4.1. Secteur des administrations publiques	5 487	33 072	- 27 585
1.4.2. Autres secteurs	22 097	38 394	- 16 297
<i>Transferts courants divers</i>	5 768	18 856	- 13 088
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	499	10 630	- 10 131
<b>2. COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>2 181</b>	<b>1 048</b>	<b>1 133</b>
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	44	565	- 521
2.2. Transferts en capital	2 137	483	1 653



3.	COMPTE FINANCIER	235 743	267 620	- 31 878
3.1.	Investissements directs	51 572	44 188	7 384
3.1.1.	Capital social	25 966	28 917	- 2 951
3.1.2.	Bénéfices réinvestis	13 144	6 543	6 601
3.1.3.	Autres opérations (prêts intragroupe)	12 462	8 728	3 734
3.2.	Investissements de portefeuille	47 864	28 010	19 854
3.2.1.	Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	42 658	9 133	33 525
	Banque de France	170		170
	Administrations publiques	1 421		1 421
	Institutions financières monétaires	4 247	2 881	1 366
	Autres secteurs	36 820	6 252	30 569
3.2.2.	Titres de créance à long terme	- 16 390	12 130	- 28 520
	Banque de France	- 3 565	0	- 3 565
	Administrations publiques	- 369	- 10 730	10 361
	Institutions financières monétaires	- 49 321	19 070	- 68 391
	Autres secteurs	36 865	3 790	33 075
3.2.3.	Titres de créance à court terme	21 596	6 747	14 849
	Banque de France	12 658	0	12 658
	Administrations publiques	- 320	- 1 530	1 210
	Institutions financières monétaires	10 180	7 332	2 848
	Autres secteurs	- 922	944	- 1 867
3.3.	Instruments financiers dérivés	6 538	7 764	- 1 227
	Banque de France	0	0	0
	Administrations publiques	0	0	0
	Institutions financières monétaires	- 1 187	- 3 811	2 624
	Autres secteurs	7 725	11 575	- 3 851
3.4.	Autres investissements	132 795	187 658	- 54 863
3.4.1.	Autres participations	2 151	- 39	2 190
	Banque de France	0	0	0
	Administrations publiques	2 151	- 39	2 190
3.4.2.	Numéraire et dépôts	83 770	147 240	- 63 470
	Banque de France	38 374	37 299	1 074
	Administrations publiques	0	2 997	- 2 997
	Institutions financières monétaires	40 439	106 943	- 66 504
	Autres secteurs	4 958	0	4 958
3.4.3.	Prêts	40 030	29 702	10 328
	Banque de France	- 9 573	7 717	- 17 290
	Administrations publiques	- 406	1 908	- 2 314
	Institutions financières monétaires	53 075	0	53 075
	Autres secteurs	- 3 067	20 076	- 23 143
3.4.4.	Crédits commerciaux et avances	6 565	10 368	- 3 804
3.4.5.	Autres comptes à payer/à recevoir	246	77	170
	Institutions financières monétaires	- 54	155	- 209
	Autres secteurs	300	- 78	379
3.4.6.	Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7.	Réserves techniques d'assurance	34	311	- 277
3.5.	Avoirs de réserve	- 3 026	0	- 3 026
	Or	6	0	6
	Avoirs en droits de tirage spéciaux	533	0	533
	Position de réserve au FMI	- 1 329	0	- 1 329
	Autres avoirs de réserve	- 2 237	0	- 2 237
4.	ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 19 876

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.